Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 102° — Numero 134

# GAZZETTA UFFICIALE

## DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Sabato, 3 giugno 1961 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650 841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA - TEL. 841-089 848-184 841-737 886-144



## SOMMARIO

### LEGGI E DECRETI

# LEGGI E DECRETI

## DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 14 ottobre 1960, n. 1908.

**Esecuzione della Convenzione veterinaria tra l'Italia e i Paesi Bassi, conclusa a l'Aja il 1° settembre 1959.**

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per le finanze, per l'agricoltura e foreste, per i trasporti, per il commercio con l'estero, per la marina mercantile e per la sanità;

Decreta:

*Articolo unico.*

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione veterinaria tra l'Italia e i Paesi Bassi, conclusa a l'Aja il 1° settembre 1959, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'art. 22 della Convenzione stessa.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 ottobre 1960

GRONCHI

FANFANI — SEGNI — TRABUCCHI — RUMOR — SPATARO — MARTINELLI — JERVOLINO — GIARDINA

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
*Registrato alla Corte dei conti, addì 26 maggio 1961*
*Atti del Governo, registro n. 136, foglio n. 179.* — VILLA

---

**Convenzione veterinaria tra l'Italia ed i Paesi Bassi (L'Aja, 1° settembre 1959)**

CONVENTION VÉTÉRINAIRE ENTRE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas,

Dans le but de faciliter, entre les deux Pays, dans toute la mesure du possible — tout en assurant la sauvegarde de leurs intérêts vitaux, particulièrement la santé publique — le trafic réciproque des animaux et de leurs produits,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

1. Le trafic des animaux, des produits bruts d'origine animale et en général de tous les produits qui peuvent être porteurs d'un agent de maladie épizootique, des viandes et de tous les produits carnés destinés à l'alimentation ainsi que du poisson, entre les territoires des deux Parties Contractantes, peut être limité à des postes-frontière, des ports et des aéroports nommément

désignés pour être soumis au contrôle vétérinaire par l'Etat dans le territoire duquel l'importation doit avoir lieu.

2. Les postes-frontière, les ports et les aéroports ouverts à la visite sanitaire vétérinaire ainsi que les jours et heures de visite sont fixés par l'autorité compétente de chacune des deux Parties et notifiés à l'autre Partie Contractante.

Article 2

1. Les certificats d'origine et de santé pour les animaux doivent attester que les animaux proviennent d'une des Parties Contractantes. Lesdits certificats et les certificats sanitaires pour les viandes et les autres produits d'origine animale doivent être délivrés par un vétérinaire d'Etat d'une des Parties Contractantes.

2. Lesdits certificats seront rédigés en les deux langues, italienne et néerlandaise.

Article 3

1. Les solipèdes, ruminants, porcs, volailles de bassecour doivent être accompagnés, pour être admis à l'importation, d'un certificat d'origine et de santé, attestant:

*a*) que les animaux ont été élevés sur le territoire du Pays exportateur;

*b*) qu'au moment du chargement ils ont été visités et reconnus sains et exempts de tout symptôme de maladie contagieuse.

2. Les certificats peuvent être collectifs, à l'exception de ceux concernant les solipèdes (pour n'importe quelle destination) et les bovins qui, après leur passage à la frontière du Pays importateur, ne sont pas envoyés directement à un abattoir.

3. En tout cas le même certificat ne pourra viser que les animaux d'une même espèce, expédiés à un même destinataire et chargés dans un même véhicule.

4. La validité des certificats est fixée à dix jours à partir de la date de délivrance. Si cette durée expire pendant le transit à travers le territoire d'un pays tiers, la validité des certificats devra se retenir prolongée jusqu'à l'arrivée des animaux à la frontière du Pays de destination.

Article 4

1. Les certificats prévus pour l'exportation des animaux susceptibles de contracter:

*a*) la peste bovine et la péripneumonie contagieuse de bovins;

*b*) la fièvre aphteuse et la clavelée;

*c*) la peste porcine, la fièvre charbonneuse, la morve, la gale du mouton et des solipèdes, la dourine, la peste ou pseudopeste aviaire;

ne seront délivrés, en ce qui concerne les animaux des espèces réceptives, que si les maladies ci-dessus mentionnées ne se sont pas manifestées:

dans la commune d'origine ni dans les communes limitrophes pour les maladies visées à la lettre *a*), depuis au moins six mois;

dans l'exploitation d'origine ainsi que dans celles situées dans un rayon de deux kilomètres pour les maladies visées à la lettre *b*), depuis au moins 24 jours;

dans l'exploitation d'origine, pour les maladies visées à la lettre *c*), depuis au moins 15 jours.

2. On pourra exiger que les animaux à importer soient soumis dans le Pays d'origine à l'immunisation préalable et à temps utile contre la fièvre aphteuse et éventuellement d'autres maladies contagieuses.

Article 5

1. Les certificats doivent en outre attester:

*a*) pour les bovins, qui ne sont pas envoyés directement aux abattoirs, qu'ils sont indemnes de tuberculose et de brucellose;

*b*) pour les ovins et les caprins, qu'ils sont indemnes de brucellose;

*c*) pour la volaille de reproduction, les poussins d'un jour et les œufs à couver, que l'élevage de provenance est indemne de pullorose ou, pour les poussins, que les incubateurs sont posés sous contrôle vétérinaire.

2. Les deux Parties Contractantes établiront les garanties sanitaires, qui donnent satisfaction en ce qui concerne l'état d'« indemne » visé pour les maladies mentionnées aux alinéas *a*), *b*) et *c*).

Article 6

1. Les chevaux destinés aux courses, aux concours ou destinés aux épreuves sportives peuvent être admis à l'importation temporaire s'ils sont accompagnés d'un certificat d'un vétérinaire d'Etat qui devra indiquer le nom et domicile du propriétaire, le signalement exact des animaux, leur provenance et le lieu de destination et attester la bonne santé des animaux et que l'établissement d'origine est indemne de maladies contagieuses des solipèdes. L'autorité veterinaire du Pays importeur peut exiger une demande préventive.

2. Les chiens et les chats peuvent être introduits du territoire de l'une des Parties Contractantes dans celui de l'autre sans qu'ils soient soumis à la visite vétérinaire de frontière. Les Parties Contractantes pourront exiger soit l'application d'une vaccination antirabique suffisante et à temps utile, soit, sur un certificat sanitaire établi au plus tôt six jours avant le passage de la frontière, attestant que depuis cent jours au moins il n'est survenu, au lieu de provenance, aucun cas de rage ou suspect de rage, compte tenu de la situation sanitaire des deux Pays.

Article 7

Pour l'importation des produits d'origine animale tels que peaux, soies, crins, poils, laine, cornes, onglons, os entiers, rompus ou moulus, fumier, engrais et aliments du bétail, pour autant que l'engrais et les aliments du bétail se composent entièrement ou partiellement de farine de déchets de viande, de farine d'os ou de farine de sang, on peut exiger que ces produits soient accompagnés d'un certificat permettant l'identification des produits et attestant qu'ils ne sont pas suspects d'être porteurs d'un agent de maladies visées à l'article 4, ou qu'ils ont subi un traitement de désinfection. Les Parties Contractantes établiront pour chaque produit mentionné à cet article les conditions sous lesquelles l'importation pourra s'effectuer.

Article 8

1. Pour être admises à l'importation, les viandes des animaux des espèces bovine, ovine, caprine, ou porcine, fraîches, congelées ou conservées par d'autres procédés,

les graisses, le saindoux et tous les produits carnés destinés à l'alimentation, doivent être accompagnés d'un certificat attestant que les animaux dont ils proviennent ont été soumis à l'examen vétérinaire avant et après l'abattage et que les viandes ont été reconnues saines et propres à la consommation inconditionnée.

2. Pour les préparations de viande le certificat doit attester, en outre, qu'elles ont été traitées sous contrôle du service vétérinaire et qu'elles ne contiennent aucune substance dont l'utilisation est prohibée par la réglementation du Pays destinataire.

3. Pour les graisses et le saindoux le certificat doit attester qu'ils ne contiennent pas de graisses régénérées, ni aucune autre substance dont l'utilisation est prohibée par la réglementation du Pays destinataire.

4. Les récipients contenant les produits carnés et les inscriptions relatives doivent être conformes à la réglementation du Pays destinataire.

5. Les viandes fraîches et congelées devront être présentées au contrôle vétérinaire, à l'importation, dans les conditions suivantes:

*a*) viandes bovines, sauf celles des veaux: animaux écorchés et divisés par moitiés ou par quartiers;

*b*) viandes de veaux, moutons, chèvres et porcs: animaux écorchés (à l'exception des porcs) entiers ou divisés par moitiés.

6. Chaque animal entier, chaque moitié, chaque quartier doit, tout comme le certificat sanitaire, porter une estampille identique de l'inspectorat officiel des viandes du lieu d'abattage.

7. L'épluchage (excision d'une partie quelconque ou grattage des séreuses) ou l'enlèvement de ganglions entraîne le refoulement en tous les cas.

8. L'importation de viandes fraîches ou congelées sans organes, de graisses crues et organes séparés est permise, pour autant qu'elles proviennent d'animaux abattus dans un abattoir agréé par l'autorité compétente du Pays importateur.

Article 9

1. La volaille abattue, fraîche ou congelée, doit être accompagnée d'un certificat attestant que la volaille dont il s'agit provient d'une exploitation indemne de maladies légalement contagieuses.

2. La volaille doit provenir d'abattoirs spécialisés à ce but et être présentée à l'importation déplumée et, sauf pour les oies et les canards, vidée.

Article 10.

1. Seront admis à l'importation et ne seront pas soumis à des restrictions, pour des raisons de police vétérinaire, les produits dérivés de lait ainsi que les œufs, exception faite pour les œufs à couver.

2. Pour des raisons de garantie hygiénique sanitaire, notamment en vue de prévenir l'introduction des salmonelloses, l'importation des œufs sans coquille et de leurs constituants sera réglée par un échange de lettres.

Article 11

1. Le poisson et les autres produits alimentaires de la pêche sont admis à l'importation sans certificat sanitaire.

2. Le poisson, à l'état frais ou congelé, doit être en général présenté entier à l'importation. Toutefois, les Parties Contractantes établiront les cas et les conditions où le poisson serait accepté sans tête, nageoires et queue, éviscéré ou préparé en filets.

3. Le poisson et les autres produits alimentaires de la pêche, mis en boîtes ou conservés dans d'autres récipients, fermés hermétiquement, seront admis à l'importation à condition qu'ils aient été soumis à un procédé efficace de stérilisation ou de conservation et qu'ils ne contiennent aucune substance dont l'utilisation est prohibée par la réglementation du Pays destinataire. Les récipients doivent en outre être conformes à cette réglementation.

Article 12

1. Les transports ne repondant pas aux dispositions qui sont convenues ainsi que les animaux que le vétérinaire trouve, à leur passage à la frontière, atteints ou suspects de maladies contagieuses, seront refoulés.

2. Les animaux refoulés peuvent, sur demande de l'importateur ou de l'exportateur intéressé, et conformément à la reglementation en vigueur dans le Pays destinataire, être admis à condition d'être immédiatement abattus dans le poste-frontière ou, si cela n'est pas possible, dans la localité qui sera désignée par l'autorité vétérinaire. Quant à l'utilisation des viandes et des produits des animaux ainsi abattus, on appliquera le traitement en vigueur pour les animaux indigènes atteints ou suspects de maladies contagieuses

3. Le veterinaire du poste-frontière du Pays importateur doit noter le motif du refoulement ou de l'abattage sur le certificat et l'attester par sa signature.

4. Si, sur les animaux importés, la presence d'une maladie contagieuse n'est reconnue qu'après leur entrée dans le Pays de destination, ce fait doit être consignés dans un procès-verbal, en présence d'un vétérinaire d'Etat.

Article 13

Si la peste bovine, la péripneumonie contagieuse des bovidés ou d'autres maladies contagieuses à indiquer par les deux pays sont constatées sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, l'autre Partie a le droit de prohiber ou de limiter, aussi longtemps que dure le danger de contagion, l'importation des animaux susceptibles des espèces exposées à la maladie, des produits d'origine animale, et, en général, de tout produit pouvant transmettre la contagion.

Article 14

1. Les précautions sanitaires que chacune des Parties Contractantes jugera opportun d'adopter relativement aux animaux trouvés sains lors du passage à la frontière ou aux produits animaux seront limitées au minimum indispensable sur leur propre territoire.

2. La délivrance des permis sanitaires d'importation d'animaux et de produits d'origine animale ne pourra en aucun cas être soumise à une limitation qui soit en contradiction avec les normes de la présente Convention.

Article 15

1. Les dispositions de la présente Convention seront appliquées aux animaux originaires des territoires des Parties Contractantes pour le transit direct à travers

le territoire de l'une ou l'autre Partie, à condition que le Pays destinataire prenne l'engagement de ne refouler en aucun cas les animaux expédiés en transit. Si le transit exigeait la traversée d'autres Pays, l'autorisation du passage devrait être préalablement obtenue des divers Pays à traverser.

2. Pour les ruminants en transit, les attestations de santé prévues à l'article 5 de la présente Convention ne seront pas obligatoires.

3. Le transit de la viande fraîche, congelée, conservée ou préparée, des produits bruts d'origine animale transportés du territoire de l'une des Parties Contractantes à travers le territoire de l'autre Partie, par voie ferrée, dans des wagons fermés et plombés, ou par avion, sera admis sans que soit exigé un engagement préalable d'acceptation des Pays éventuellement à traverser et du Pays destinataire.

Article 16

1. Chacune des Parties Contractantes s'engage à publier, au moins une fois par mois, un bulletin de la situation sanitaire qui sera directement transmis à l'autre Partie Contractante. En outre, l'une des Parties Contractantes pourra toujours obtenir de l'autre, pour toute maladie réputée légalement contagieuse, la liste des communes infectées comprises dans les districts ou provinces désignés par elle.

2. Lorsque sur le territoire de l'une des Parties Contractantes on constate la peste bovine ou la péripneumonie contagieuse des bovidés, l'autorité centrale vétérinaire de l'autre Partie Contractante sera immédiatement et directement informée par voie télégraphique. On communiquera de même par voie télégraphique l'apparition de tout nouveau type ou variante de virus aphteux qui peut se manifester.

3. Pour tous les autres cas, les communications urgentes relatives à l'application de la présente Convention, pourront être échangées directement par les autorités vétérinaires de chacune des Parties Contractantes.

Article 17

La désinfection des moyens de transport des animaux ou des produits bruts d'origine animale, effectuée suivant les règlements en vigueur sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, sera reconnue valable pour l'autre Partie.

Article 18

La définition des modalités pour l'application de la présente Convention sera réglée par des échanges de lettres entre les autorités compétentes vétérinaires des Parties Contractantes. Les conditions établies par ces échanges de lettres pourront être ultérieurement modifiées par la même procédure.

Article 19

1. Les deux Parties Contractantes établiront une Commission mixte qui sera composée de trois représentants de chacune des deux Parties, c'est-à-dire deux vétérinaires et un conseiller juridique. Les sessions seront présidées, alternativement, par le membre plus élevé en rang des représentants de l'une ou de l'autre Partie. Les représentants de chaque Partie pourront se faire aviser aux sessions par des spécialistes.

2. La Commission mixte aura pour objet de:

a) examiner et régler les questions qui pourraient résulter de l'exécution de la Convention — les échanges de lettres prévus à l'article 18 y compris — et, si nécessaire, en proposer les modifications;

b) avancer des propositions pour harmoniser les dispositions de la Convention avec les engagements internationaux que les deux Parties pourront prendre à l'avenir sur base multilatérale;

c) étudier, sur demande de l'une des deux Parties, les formules relatives aux certificats sanitaires prévus dans la Convention.

3. Les difficultés éventuelles qui pourraient se présenter lors de l'exécution ou de l'interprétation des dispositions de cette Convention et toutes les questions particulières, non prévues dans cette Convention, devront être soumises à la Commission mixte qui émettra son avis dans le délai de deux mois.

4. Les stipulations en question dans cet article et l'article 18 n'excluront pas la possibilité de délibérations directes entre les autorités compétentes des Parties Contractantes quant à l'interprétation, l'exécution et la modification de la Convention.

Article 20

Les dispositions de la présente Convention pourront être étendues, s'il y a lieu, par un échange de lettres entre les autorités compétentes des Parties Contractantes à d'autres maladies connues ou inconnues à l'heure actuelle et dont la transmission pourrait être légitimement redoutée.

Article 21

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente Convention ne s'applique qu'au Royaume en Europe.

Article 22

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Rome aussitôt que possible.

2. La Convention entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification et aura une durée de cinq ans.

3. La validité de la présente Convention sera automatiquement prolongée si aucune des Parties Contractantes ne la dénonce par voie diplomatique avec un préavis d'un an.

4. Après la prolongation, la présente Convention peut être dénoncée avec un préavis de six mois.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 1er septembre 1959, en deux exemplaires en langue française.

*Pour le Gouvernement*
*de la République Italienne*
R. Giustiniani
Aldo Ademollo

*Pour le Gouvernement*
*du Royaume des Pays Bas*
H. R. v. Houten

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
*Il Ministro per gli affari esteri*
Segni

LEGGE 16 maggio 1961, n. 435.

**Soppressione del « Comitato autonomo asili infantili Agro Romano » e suo assorbimento da parte del comune di Roma.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

L'Opera pia « Comitato autonomo asili infantili Agro Romano » in Roma, eretto in Ente morale con regio decreto 22 maggio 1924, n. 976, è soppressa. Il patrimonio di detto ente è devoluto al comune di Roma.

Art. 2.

Il comune di Roma è autorizzato, con l'osservanza delle norme di cui alla presente legge, ad eseguire l'assorbimento del Comitato autonomo, di cui al precedente articolo, in conformità alla deliberazione n. 796 approvata da quel Consiglio comunale in data 3 luglio 1958.

Art. 3.

La continuità dell'opera svolta dal Comitato autonomo sarà assicurata dal comune di Roma e regolata dalle norme in vigore per il personale di ruolo presso le scuole materne comunali di Roma.

Art. 4.

Il comune di Roma, in conformità alla deliberazione n. 796 adottata in data 3 luglio 1958 dal Consiglio comunale, assumerà alle proprie dipendenze tutto il personale in servizio presso il Comitato autonomo, che risulta essere nel numero complessivo di 79 unità.

Il Comune stesso è autorizzato ad inquadrare detto personale, in un ruolo speciale transitorio, secondo il grado e l'anzianità di servizio di ciascun dipendente, estendendo al medesimo lo stato giuridico ed economico in vigore per il personale di ruolo appartenente alle corrispondenti categorie dei dipendenti comunali.

Art. 5.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 maggio 1961

GRONCHI

FANFANI — SCELBA

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 20 maggio 1961.

**Coordinamento dell'azione degli organi statali nelle Provincie calabresi, ai fini dell'ulteriore sviluppo economico e sociale delle Provincie stesse.**

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

di concerto con i Ministri per l'interno, per la pubblica istruzione, per i lavori pubblici, per l'agricoltura e le foreste, per l'industria ed il commercio, per il lavoro e la previdenza sociale, per la sanità e per il turismo e lo spettacolo;

Ritenuta l'opportunità di adottare, nell'ambito delle disposizioni vigenti, iniziative intese ad agevolare il coordinamento dell'azione degli organi statali nelle provincie di Catanzaro, Cosenza e Reggio Calabria, ai fini dell'ulteriore sviluppo economico e sociale delle Provincie stesse;

Decreta:

Art. 1.

I Prefetti delle provincie di Catanzaro, Cosenza e Reggio Calabria convocheranno trimestralmente il provveditore agli studi, l'ingegnere capo del Genio civile, l'ispettore provinciale dell'agricoltura, l'ispettore ripartimentale delle foreste, il direttore dell'ufficio provinciale dell'industria e del commercio, il direttore dell'ufficio provinciale del lavoro, il medico provinciale, il presidente della Camera di commercio, il presidente dell'Ente provinciale del turismo.

Assisterà alle riunioni, in qualità di segretario, un funzionario della prefettura.

Art. 2.

Nelle riunioni trimestrali suddette:

1) si procederà ad un esame dello sviluppo economico e sociale della Provincia nel corso del precedente trimestre;

2) in correlazione col suddetto esame, i capi dei singoli servizi ed enti riferiranno sullo stato di esecuzione delle opere e dei provvedimenti in precedenza disposti dalle singole Amministrazioni;

3) sarà rilevato lo stato di applicazione delle provvidenze generali e speciali in vigore, con particolare riguardo alle opere previste dall'art. 1 della legge 26 novembre 1955, n. 1177;

4) si indicheranno le misure che le rispettive Amministrazioni intendano deliberare o proporre agli organi superiori per promuovere un ulteriore sviluppo della Provincia;

5) sarà concordato tra i vari servizi il coordinamento delle rispettive determinazioni e della loro esecuzione, al fine di conseguire un continuo, ordinato ed armonico sviluppo della Provincia, senza sperequazioni tra settore e settore e tra zona e zona;

6) si procederà ad un bilancio tra le esigenze rilevate e gli interventi possibili, al fine di richiedere e promuovere in sede provinciale o in sede superiore, misure idonee ad assicurare la continuità dello sviluppo della Provincia.

Art. 3.

Ogni qual volta lo ritengano utile ai fini dei problemi da esaminare, i prefetti hanno facoltà di invitare ad intervenire alle predette riunioni il presidente dell'Amministrazione provinciale, i sindaci dei Comuni, nonchè rappresentanti dell'Amministrazione finanziaria

e di altre Amministrazioni dello Stato, rappresentanti della Cassa del Mezzogiorno e del Comitato di coordinamento di cui all'art. 6 della legge 26 novembre 1955, n. 1177, dirigenti di organizzazioni sindacali ed esperti.

Art. 4.

Di ogni riunione i prefetti faranno pervenire verbale alla Presidenza del Consiglio dei Ministri ed al Ministero dell'interno, segnalando ai singoli Ministeri competenti le particolari esigenze eventualmente rilevate.

Roma, addì 20 maggio 1961

*Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
FANFANI

*Il Ministro per l'interno*
SCELBA

*Il Ministro per la pubblica istruzione*
BOSCO

*Il Ministro per i lavori pubblici*
ZACCAGNINI

*Il Ministro per l'agricoltura e foreste*
RUMOR

*Il Ministro per l'industria e commercio*
COLOMBO

*Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale*
SULLO

*Il Ministro per la sanità*
GIARDINA

*Il Ministro per il turismo e lo spettacolo*
FOLCHI

(3247)

---

DECRETO MINISTERIALE 20 maggio 1961.

**Segni caratteristici dei titoli al portatore dei buoni del Tesoro novennali 5 % a premi di scadenza 1° gennaio 1970.**

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 14 della legge 19 ottobre 1960, n. 1197;

Visto il decreto ministeriale 23 dicembre 1960, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 313, dello stesso giorno, concernente l'emissione dei buoni del Tesoro novennali 5 % a premi, di scadenza 1° gennaio 1970;

Ritenuta la necessità di determinare i modelli, le leggende ed i segni caratteristici dei titoli al portatore dei predetti buoni del Tesoro;

Decreta:

Art. 1.

I titoli al portatore dei buoni del Tesoro novennali 5 % a premi, di scadenza 1° gennaio 1970, emessi in forza dei provvedimenti indicati nelle premesse, sono distinti in otto tagli, per il rispettivo capitale nominale di lire cinquemila, diecimila, ventimila, cinquantamila, centomila, cinquecentomila, un milione e dieci milioni.

Ciascun titolo si compone del corpo e di un foglio di diciotto cedole, per il pagamento degli interessi in rate semestrali.

Le diciotto cedole sono collocate a destra del corpo del titolo, su tre colonne di sei cedole ciascuna, numerate dal basso verso l'alto e dall'esterno verso l'interno, da quella n. 1, di scadenza 1° luglio 1961, a quella n. 18, di scadenza 1° gennaio 1970.

Art. 2.

I buoni al portatore sono stampati su carta bianca con filigrana in chiaro-scuro.

La filigrana del corpo del titolo rappresenta il campanone della torre dell'Orologio, in Venezia, battuto dai Mori; quella di ciascuna cedola, il ponte di Rialto in Venezia.

Art. 3.

Il prospetto del corpo del titolo è limitato da una cornice a disegni ornamentali che si ripetono, interrotta, in alto, da motivi architettonici e dalla riproduzione, a tratteggio finissimo, della celebre tela di Giambattista Tiepolo « Nettuno che offre a Venezia i doni del Mare », in una cornicetta rettangolare.

Il fondino del corpo del titolo, eseguito con tratteggio a motivi simmetrici ripetuti e limitato a sinistra, in basso e a destra da striscette a disegni di linea semplice, è interrotto, in basso, a sinistra, da uno spazio circolare a linee ondulate con fondino a tinta leggerissima, riservato al bollo a secco con l'emblema dello Stato e la leggenda circolare « DEBITO PUBBLICO DELLA REPUBBLICA ITALIANA » in una cornicetta a perline.

Sul fondino del corpo del titolo, dall'alto verso il basso, sono stampate le seguenti leggende « REPUBBLICA ITALIANA - DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO - BUONI DEL TESORO NOVENNALI 5 % - A PREMI - DI SCADENZA 1° GENNAIO 1970 - LEGGE 19 OTTOBRE 1960, N. 1197, E DECRETO MINISTERIALE 23 DICEMBRE 1960 - TITOLO APPARTENENTE ALLA SERIE (numero della serie) - DEL CAPITALE NOMINALE DI LIRE - (importo in lettere) - RAPPRESENTANTE (segue l'indicazione del numero, in lettere) BUONI UNITARI - DI LIRE CINQUEMILA CIASCUNO - (seguono il numero o i numeri di iscrizione del titolo) - FRUTTANTE L'INTERESSE ANNUO DI LIRE - (importo in lettere) - ISCRITTO NEL GRAN LIBRO DEL DEBITO PUBBLICO - CON GODIMENTO DAL 1° GENNAIO 1961 - ROMA, 1° GENNAIO 1961 - IL DIRETTORE GENERALE (G. GRECO) - V° PER LA CORTE DEI CONTI (G. CONSOLI) - IL DIRETTORE DI DIVISIONE (C. ELIA) - N. 466.000 DI POS. (SERIE IV) ».

Al centro del fondino campeggia, in sottofondino, l'indicazione « 1970 », in grandi cifre.

Art. 4.

Il rovescio del corpo del titolo, a tratteggio trasversale, reca, su fondino a mezza tinta, una cornice rettangolare a motivi ornamentali che racchiude un disegno raffigurante, in primo piano, il campanone della torre dell'Orologio, in Venezia, battuto dai Mori, e, sullo sfondo, le cupole della Basilica di San Marco.

Nel rovescio del corpo del titolo, sono stampate, in alto, le principali norme che regolano i buoni del Tesoro novennali 5 % a premi, di scadenza 1° gennaio 1970; al centro, la leggenda « ANNOTAZIONI RELATIVE AL PAGAMENTO DEI PREMI », seguita da apposito spazio; in basso, l'indicazione, in cifre, del capitale nominale del titolo.

Art. 5.

Il prospetto di ogni cedola è limitato da una cornicetta a motivi simmetrici ripetuti, interrotta, in alto, dalla leggenda « DIREZIONE GEN. DEL DEBITO PUBBLICO ».

Il fondino, simile a quello del corpo del titolo, reca, a sinistra e a destra, in alto, due spazi quadrangolari

a tratteggio finissimo ondulato (recanti rispettivamente l'indicazione della serie e la data di pagabilità seguita dall'importo della cedola, in cifre), nonchè, in basso, verso destra, altro spazio circolare, a fondino ondulato, riservato al bollino a secco con l'emblema dello Stato e la leggenda circolare « DEBITO PUBBLICO DELLA REPUBBLICA ITALIANA ».

Agli angoli superiori della cornice, dentro ciascuno dei due spazi quadrangolari, è ripetuto, in apposito quadratino bianco, il numero cedolare.

Sul fondino sono riportate, dall'alto verso il basso, le seguenti leggende « BUONI DEL TESORO NOVENNALI 5 % - 1970 - LEGGE 19 OTTOBRE 1960, N. 1197 E D. M. 23 DICEMBRE 1960 ». Seguono le indicazioni della scadenza e dell'importo della cedola (in lettere e, fra parentesi, in cifre) nonchè del numero o dei numeri di iscrizione dei buoni unitari rappresentati dal titolo.

Al centro della cedola campeggia, in sottofondino, la cifra « 1970 ».

Art. 6.

Il rovescio di ciascuna cedola reca, al centro, una composizione a forma di losanga, a motivi ornamentali stilizzati, che racchiude, al centro, in uno spazio circolare bianco, il numero cedolare.

Sotto tale losanga è riportata la leggenda « 5 % - B.T.N. 1970 - 5 % ».

Art. 7.

La stampa del prospetto e del rovescio dei titoli è eseguita in colore diverso per ciascun taglio, e precisamente:

per i titoli da L. 5.000 in blu;
per i titoli da » 10.000 in rosso-bruno;
per i titoli da » 20.000 in arancione;
per i titoli da » 50.000 in verde-smeraldo;
per i titoli da » 100.000 in bruno;
per i titoli da » 500.000 in grigio-lavagna;
per i titoli da » 1.000.000 in viola-malva;
per i titoli da » 10.000.000 in verde-pisello.

La carta filigranata del taglio da lire diecimilioni è colorata litograficamente in giallino.

Le leggende del prospetto del titolo e delle cedole sono stampate in calcografia; la numerazione, la serie e le firme nel prospetto del corpo del titolo nonchè la serie e la numerazione nelle cedole sono impresse tipograficamente in nero.

Le leggende del rovescio del titolo e delle cedole sono stampate litograficamente in nero.

La cifra « 1970 » che campeggia in sottofondino nel corpo del titolo ed in ciascuna cedola è stampata litograficamente in verde.

Art. 8.

I modelli dei titoli al portatore considerati negli articoli che precedono, muniti del visto di approvazione, sono allegati al presente decreto e ne formano parte integrante.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 maggio 1961

*Il Ministro*: TAVIANI

*Registrato alla Corte dei conti, addì 26 maggio* 1961
*Registro n.* 15 *Tesoro, foglio n.* 240. — CARUSO

(3233)

DECRETO MINISTERIALE 15 maggio 1961.

**Liquidazione coatta amministrativa della Società cooperativa « Muratori e braccianti », con sede in Cameri (Novara).**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Viste le risultanze della revisione ordinaria effettuata nella attività della Società cooperativa « Muratori e braccianti », con sede in Cameri (Novara), dalle quali si rileva che l'ente predetto non ha attività sufficienti per il pagamento dei debiti;

Sentito, in via d'urgenza, il parere del Comitato costituito in seno alla Commissione centrale per le cooperative, ai sensi dell'art. 19 del decreto legislativo 14 dicembre 1947, n. 1577;

Ritenuta la necessità di sottoporre la Cooperativa in parola alla procedura della liquidazione coatta amministrativa;

Visti gli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Società cooperativa « Muratori e braccianti », con sede in Cameri (Novara), costituita con atto in data 16 marzo 1919 del notaio dott. Armando Garlanda, è messa in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267 ed il rag. Eligio Albertini ne viene nominato commissario liquidatore.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 maggio 1961

*Il Ministro*: SULLO

(3144)

DECRETO MINISTERIALE 24 maggio 1961.

**Istituzione di un corso preparatorio al conseguimento dell'abilitazione all'insegnamento dell'educazione fisica per le provincie di Firenze, Pistoia e Siena, con sede in Firenze.**

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 30 dicembre 1960, n. 1727, che istituisce corsi di formazione preparatori al conseguimento dell'abilitazione all'insegnamento dell'educazione fisica;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 4 novembre 1960, n. 1841, che approva il regolamento per lo svolgimento degli esami di Stato per l'abilitazione all'esercizio professionale dell'insegnamento dell'educazione fisica e il relativo programma;

Visto il decreto ministeriale 14 marzo 1961, che determina l'ordinamento e le sedi dei corsi anzidetti;

Decreta:

Il decreto ministeriale 14 marzo 1961 è modificato nel senso che è istituito, con sede a Firenze, un corso preparatorio al conseguimento dell'abilitazione all'insegnamento dell'educazione fisica per le provincie di Firenze, Pistoia e Siena.

Roma, addì 24 maggio 1961

*Il Ministro*: BOSCO

(3143)

# PARLAMENTO NAZIONALE

## CAMERA DEI DEPUTATI

### Avviso di rettifica

Nella pubblicazione relativa alla « Inchiesta parlamentare sui limiti posti alla concorrenza nel campo economico » apparsa nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 126 del 23 maggio 1961, alla pag. 1993, seconda colonna, quint'ultima linea, in luogo di « De Marzi rag. Fernando » leggasi « De Marzio dott. Ernesto ».

(3248)

# DISPOSIZIONI E COMUNICATI

## MINISTERO DELL'INTERNO

### Autorizzazione al comune di Pastena ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1958

Con decreto interministeriale in data 6 marzo 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 398, l'Amministrazione comunale di Pastena (Frosinone) viene autorizzata ad assumere un mutuo di lire 610.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1958, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3183)

### Autorizzazione al comune di San Roberto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 27 febbraio 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 363, l'Amministrazione comunale di San Roberto (Reggio Calabria) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 5.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1959, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3184)

### Autorizzazione al comune di Roccaforte del Greco ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 23 febbraio 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 365, l'Amministrazione comunale di Roccaforte del Greco (Reggio Calabria) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 9.500.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1959, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3185)

### Autorizzazione al comune di Sant'Apollinare ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 23 febbraio 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 13 Interno, foglio n. 1, l'Amministrazione comunale di Sant'Apollinare (Frosinone) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 940.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1959, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3187)

### Autorizzazione al comune di Colle San Magno ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 27 febbraio 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 399, l'Amministrazione comunale di Colle San Magno (Frosinone) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 4.300.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1959, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3188)

### Autorizzazione al comune di Santopadre ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 31 gennaio 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 400, l'Amministrazione comunale di Santopadre (Frosinone) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 3.270.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1959, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3186)

### Autorizzazione al comune di Palizzi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 17 febbraio 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 364, l'Amministrazione comunale di Palizzi (Reggio Calabria) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 11.800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1959, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3189)

### Autorizzazione al comune di Tremestieri Etneo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960

Con decreto interministeriale in data 22 aprile 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 347, l'Amministrazione comunale di Tremestieri Etneo viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 460.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3190)

### Autorizzazione al comune di Palagonia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960

Con decreto ministeriale in data 22 aprile 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 348, l'Amministrazione comunale di Palagonia viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 24.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreo legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3191)

### Autorizzazione al comune di Vittoria ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960

Con decreto ministeriale in data 22 aprile 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 366, l'Amministrazione comunale di Vittoria viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 145.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3192)

**Autorizzazione al comune di Santa Cristina d'Aspromonte ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto interministeriale in data 23 febbraio 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 360, l'Amministrazione comunale di Santa Cristina d'Aspromonte (Reggio Calabria) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 13.300.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3196)

**Autorizzazione al comune di Corleone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto ministeriale in data 22 aprile 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 351, l'Amministrazione comunale di Corleone viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 27.275.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3193)

**Autorizzazione al comune di Cerignola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto ministeriale in data 22 aprile 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 350, l'Amministrazione comunale di Cerignola viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 173.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3194)

**Autorizzazione al comune di Lanciano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto ministeriale in data 22 aprile 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 349, l'Amministrazione comunale di Lanciano viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 66.400.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3195)

**Autorizzazione al comune di San Giovanni di Gerace ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto interrministeriale in data 7 febbraio 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 359, l'Amministrazione comunale di San Giovanni di Gerace (Reggio Calabria) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 10.200.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3197)

**Autorizzazione al comune di Francavilla d'Ete ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto interministeriale in data 6 marzo 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 381, l'Amministrazione comunale di Francavilla d'Ete (Ascoli Piceno) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 2.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3201)

**Autorizzazione al comune di Roccella Ionica ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto interministeriale in data 23 febbraio 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 357, l'Amministrazione comunale di Roccella Ionica (Reggio Calabria) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 23.600.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3199)

**Autorizzazione al comune di Portigliola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto interministeriale in data 23 febbraio 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 354, l'Amministrazione comunale di Portigliola (Reggio Calabria) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 14.750.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3200)

**Autorizzazione al comune di Samo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto interministeriale in data 23 febbraio 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 358, l'Amministrazione comunale di Samo (Reggio Calabria) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 14.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3198)

**Autorizzazione al comune di Petruro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto interministeriale in data 6 marzo 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 382, l'Amministrazione comunale di Petruro (Avellino) viene autorizzata ad assumere un mutuo di lire 1.100.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3202)

**Autorizzazione al comune di Putignano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto interministeriale in data 6 marzo 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 383, l'Amministrazione comunale di Putignano (Bari) viene autorizzata ad assumere un mutuo di lire 130.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3203)

**Autorizzazione al comune di Montesarchio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto interministeriale in data 6 marzo 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 384, l'Amministrazione comunale di Montesarchio (Benevento) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 44.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3204)

**Autorizzazione al comune di San Marco dei Cavoti ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto interministeriale in data 6 marzo 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 385, l'Amministrazione comunale di San Marco dei Cavoti (Benevento) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 3.800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3205)

**Autorizzazione al comune di Sogliano al Rubicone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1960**

Con decreto interministeriale in data 27 febbraio 1961, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio 1961, registro n. 12 Interno, foglio n. 396, l'Amministrazione comunale di Sogliano al Rubicone (Forlì) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 15.700.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1960, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3207)

# MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

**Vacanza della cattedra di « Diritto del lavoro » presso la Facoltà di giurisprudenza della Università di Milano**

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di giurisprudenza della Università di Milano, è vacante la cattedra di « Diritto del lavoro » cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(3244)

**Vacanza della cattedra di « Istituzioni di diritto privato » presso la Facoltà di giurisprudenza della Università di Bari.**

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n 238, si comunica che presso la Facoltà di giurisprudenza della Università di Bari è vacante la cattedra di « Istituzioni di diritto privato » cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(3239)

# MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

**Notifica per smarrimento di certificati di rendita nominativa.**

(2a *pubblicazione*). Elenco n. 6.

In conformità delle disposizioni dell'art. 37 della legge 12 agosto 1957, n. 752, si notifica che, è stata denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotto designate rendite ed è stata fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, vengano rilasciati i corrispondenti nuovi certificati.

| CATEGORIA del debito | NUMERO della iscrizione | INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI | AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione |
|---|---|---|---|
| | | | Lire |
| Cons. 3,50 % (1906) | 470828 | Comune di Nicotera (Catanzaro) per dotazione e mantenimento del Ginnasio comunale | 119 — |
| Id. | 682376 | Comune di Nicotera (Catanzaro) per dotazione del Ginnasio pareggiato Bruno Vinci | 7 — |
| Id. | 664938 | Comune di Nicotera (Catanzaro) per dotazione e mantenimento del Ginnasio locale | 21 — |
| Id. | 319093 | Comune di Nicotera (Catanzaro) pel Ginnasio del detto Comune | 77 — |
| Id. | 313665 | Come sopra | 1.725,50 |
| Id. | 375666 | Come sopra | 31,50 |
| Id. | 573764 | Comune di Nicotera (Catanzaro) | 234,50 |
| Id. | 357622 | Come sopra | 7 — |
| edimibile 3,50 % (1934) | 167464 | Comune di Nicotera (Catanzaro) pel Ginnasio pareggiato Bruno Vinci di detto Comune | 3.724 — |
| Cons. 3,50 % (1906) | 833531 | Barberio Laura fu Cesare, minore emancipata sotto la curatela del marito Dell'Aquila Giovanni di Giuseppe, dom. in Laterza (Bari) dotale | 647,50 |
| Redimibile 3,50 % (1934) | 440454 | Come sopra | 3.164 — |
| Rendita 5 % (1935) | 238813 | Vallone Angela fu Eugenio, moglie di Sbarra Michele fu Salvatore, dom. in Spinazzola (Bari) dotale | 765 — |

Si rende noto a chiunque possa avervi interesse che trascorsi sei mesi dalla prima delle prescritte due pubblicazioni del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in detto termine non siano intervenute opposizioni di sorta.

(1201) Roma, addì 22 febbraio 1951 *Il direttore generale*: GRECO

## MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 124

**Corso dei cambi del 31 maggio 1961 presso le sottoindicate Borse valori**

| VALUTE | Bologna | Firenze | Genova | Milano | Napoli | Palermo | Roma | Torino | Trieste | Venezia |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ USA | 620,60 | 620,60 | 620,625 | 620,60 | 620,60 | — | 620,60 | 620,65 | 620,61 | 620,60 |
| $ Can. | 628,36 | 628,50 | 628,25 | 628,50 | 627,90 | — | 628,25 | 628,40 | 628,30 | 628,35 |
| Fr. Sv. | 143,32 | 143,325 | 143,33 | 143,35 | 143,30 | — | 143,33 | 143,35 | 143,35 | 143,35 |
| Kr. D. | 89,53 | 89,53 | 89,57 | 89,56 | 89,60 | — | 89,53 | 89,55 | 89,54 | 89,53 |
| Kr. N. | 86,61 | 86,60 | 86,62 | 86,61 | 86,65 | — | 86,60 | 86,65 | 86,60 | 86,60 |
| Kr. Sv. | 120,26 | 120,27 | 120,27 | 120,26 | 120,25 | — | 120,26 | 120,30 | 120,27 | 120,30 |
| Fol. | 172,73 | 172,74 | 172,755 | 172,75 | 172,70 | — | 172,75 | 172,75 | 172,75 | 172,75 |
| Fr. B. | 12,41 | 12,405 | 12,415 | 12,416 | 12,405 | — | 12,40875 | 12,40 | 12,40 | 12,41 |
| Fr. Fr. (N.F.) | 126,66 | 126,605 | 126,67 | 126,75 | 126,60 | — | 126,66 | 126,65 | 126,66 | 126,65 |
| Lst. | 1731,70 | 1732 — | 1732 — | 1732,25 | 1731,75 | — | 1732,50 | 1731,80 | 1731,77 | 1732,20 |
| Dm. occ. | 156,32 | 156,33 | 156,33 | 156,33 | 156,33 | — | 156,315 | 156,30 | 156,33 | 156,33 |
| Scell. Austr. | 23,84 | 23,85 | 23,83 | 23,8475 | 23,85 | — | 23,84625 | 23,84 | 23,84 | 23,85 |
| Escudo Port. | 21,60 | 21,59 | 21,64 | 21,59 | 21,60 | — | 21,64 | 21,60 | 21,59 | 21,60 |

**Media dei titoli del 31 maggio 1961**

| Titolo | |
|---|---|
| Rendita 3,50 % 1906 | 87,05 |
| Id. 3,50 % 1902 | 83,45 |
| Id. 5 % 1935 | 108,875 |
| Redimibile 3,50 % 1934 | 99,075 |
| Id. 3,50 % (Ricostruzione) | 88,55 |
| Id. 5 % (Ricostruzione) | 100,65 |
| Id. 5 % (Riforma fondiaria) | 100,225 |
| Id. 5 % 1936 | 101,575 |
| Id. 5 % (Città di Trieste) | 100,125 |
| Id. 5 % (Beni Esteri) | 100,15 |

| Titolo | |
|---|---|
| Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1962) | 102,05 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1963) | 102,525 |
| Id. 5 % ( » 1° aprile 1964) | 102,50 |
| Id. 5 % ( » 1° aprile 1965) | 102,60 |
| Id. 5 % ( » 1° aprile 1966) | 102,75 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1968) | 102,90 |
| Id. 5 % ( » 1° aprile 1969) | 102,90 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1970) | 102,90 |
| B. T. Poliennali 5 % ( » 1° ottobre 1966) | 102,50 |

*Il Contabile del Portafoglio dello Stato:* ZODDA

## UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

**Cambi medi del 31 maggio 1961**

| Valuta | |
|---|---|
| 1 Dollaro USA | 620,60 |
| 1 Dollaro canadese | 628,375 |
| 1 Franco svizzero | 143,34 |
| 1 Corona danese | 89,545 |
| 1 Corona norvegese | 86,605 |
| 1 Corona svedese | 120,26 |
| 1 Fiorino olandese | 172,75 |

| Valuta | |
|---|---|
| 1 Franco belga | 12,412 |
| 1 Franco nuovo (N.F.) | 126,659 |
| 1 Lira sterlina | 1732,375 |
| 1 Marco germanico | 156,322 |
| 1 Scellino austriaco | 23,847 |
| 1 Escudo Port. | 21,615 |

## MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

### Sclassificazione ed alienazione di suoli tratturali in comune di San Severo

Con decreto ministeriale in data 25 marzo 1961, n. 7519/3705, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione per alienazione a Parisi Ottorino, nato a San Severo il 12 gennaio 1912, delle zone demaniali facenti parte del braccio « Nunziatella-Stignano » in San Severo, estese complessivamente mq. 2055 riportate in catasto alla particella numero 81-*a o* del foglio di mappa n. 43, alla particella numero 62-*s* del foglio di mappa n. 45 del comune di San Severo nonchè della planimetria tratturale con i numeri 383 e 404.

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1961, n. 9529/4931, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione per alienazione a Mezzina Giuseppe-Espedito, nato a San Severo il 16 ottobre 1899, della zona demaniale facente parte del braccio « Nunziatella-Stignano » in San Severo, estesa mq. 683 riportata in catasto alla particella n. 34-*o* del foglio di mappa numero 46 del comune di San Severo e nella planimetria tratturale con il n. 444.

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1961, n. 9528/4921, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione per alienazione a D'Angelo Nicola, nato a San' Severo l'11 settembre 1908, delle zone demaniali facenti parte del braccio « Nunziatella-Stignano » in San Severo, estese complessivamente mq. 6966, riportate in catasto alla particella n. 113-*a d* del foglio di mappa n. 27 ed alla particella n. 65 del foglio di mappa n. 16 del comune di San Severo, nonchè nella planimetria tratturale con i numeri 213 e 212.

Con decreto ministeriale in data 9 marzo 1961, n. 3531/1820, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione per alienazione a Narciso Ettore, nato a San Severo il 13 giugno 1904, della zona demaniale facente parte del braccio « Nunziatella-Stignano » in San Severo, estesa mq. 2970 riportata in catasto alla particella n. 15-*u* del foglio di mappa n. 18 del comune di San Severo, e nella planimetria tratturale con il n. 169.

Con decreto ministeriale in data 25 marzo 1961, n. 3533/1818, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione per alienazione a Mascia Luigi, nato a San Severo il 9 gennaio 1895; Mascia Francesco, nato a San Severo il 3 febbraio 1888; Mascia Matteo, nato a San Severo il 19 novembre 1883; Mascia Angelica, nata a San Severo il 4 novembre 1877; Mascia Michelina, nata a San Severo l'8 marzo 1886; Mascia Grazia, nata a San Severo il 2 luglio 1890 e Mascia Carolina, nata a San Severo il 25 agosto 1892, delle zone demaniali facenti parte del braccio « Nunziatella-Stignano » in San Severo, estese complessivamente mq. 5262, riportate in catasto alle particelle numeri 17-*n*, 17-*m*, 17-*o* e 17-*p* del foglio di mappa n. 39 del comune di San Severo e nella planimetria tratturale con i numeri 310, 311, 313 e 314.

(3082)

# CONCORSI ED ESAMI

## MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

### Concorso a posti gratuiti di studio nei Convitti nazionali

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il regio decreto 1° settembre 1925, n. 2009, che approva il regolamento per i Convitti nazionali;

Veduto il regio decreto-legge 5 aprile 1925, n. 559, che istituisce trenta posti gratuiti di studio presso il Convitto « Silvio Pellico », di Ala;

Veduto il regio decreto-legge 18 marzo 1924, n. 848, che istituisce sessanta posti gratuiti di studio presso il Convitto « Dante Alighieri », di Gorizia;

Decreta:

Art. 1.

Sono banditi i seguenti concorsi per il conferimento di posti gratuiti di studio:

*a)* concorso a sessantuno posti presso i Convitti nazionali;

*b)* concorso a undici posti presso il Convitto « Silvio Pellico », di Ala, riservati ad alunni della Venezia Tridentina, che abbiano titolo per frequentare la scuola media ed il ginnasio statali;

*c)* concorso a otto posti presso il Convitto « Dante Alighieri », di Gorizia, riservati ad alunni della Venezia Giulia, che abbiano titolo per frequentare le locali scuole statali d'istruzione secondaria;

*d)* concorso a un posto di Fondazione « Caddeo Fois », presso il Convitto nazionale di Cagliari, riservato in prima linea ad alunni prossimi parenti del fondatore fino al 10° grado e in seconda linea, cessata la prima, ad alunni di Dualchi.

Art. 2.

I posti di cui sopra saranno conferiti ad alunni maschi di scarsa fortuna e meritevoli per profitto scolastico e condotta, che siano cittadini italiani e che raggiungano l'età non inferiore ai sei e non superiore ai dodici anni al 30 settembre 1961.

Dal requisito dell'età, indicato nel precedente comma, sono dispensati i candidati che siano convittori dei Convitti nazionali, dei Convitti « Silvio Pellico », di Ala, « Dante Alighieri », di Gorizia, e alunni beneficiari di posto gratuito a carico del Ministero presso altri Convitti.

Art. 3.

Nell'assegnazione dei posti gratuiti sarà data la preferenza, a parità di merito, agli orfani dei militari e civili morti in guerra o a causa della guerra, ai figli dei mutilati ed invalidi di guerra e ai figli dei decorati al valore. Sarà, altresì, osservata, nei casi di parità di merito, ogni altra disposizione in vigore in materia di preferenze.

Gli orfani di guerra dovranno produrre il certificato attestante tale qualifica, rilasciato dal competente Comitato provinciale per gli orfani di guerra.

Gli altri titoli di preferenza dovranno essere dimostrati a mezzo di certificati rilasciati dai competenti organi.

Art. 4.

I concorsi sono per titoli e saranno giudicati da apposite Commissioni ministeriali.

Art. 5.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta semplice e corredate di tutti i documenti elencati nel presente articolo, dovranno pervenire al Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale istruzione classica, divisione 5ª) entro il 20 luglio 1961.

Nella domanda di ammissione al concorso per i posti di cui alla lettera *a)* dell'art. 1, potranno essere segnalati, a titolo puramente indicativo, almeno cinque Convitti nazionali.

La data di presentazione della domanda sarà accertata dal bollo di arrivo dell'ufficio postale del Ministero.

La mancanza anche di uno solo di documenti prescritti importa la esclusione dal concorso.

Alla domanda dovranno essere allegati i seguenti documenti esenti da tassa di bollo, a norma del regio decreto 30 giugno 1923, n. 3268:

*a)* certificato di nascita;

*b)* certificato di sana costituzione fisica, rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale ovvero dall'ufficiale sanitario o dal medico condotto;

*c)* pagella dell'anno scolastico 1960-61 o certificato degli studi compiuti nello stesso anno, con lo specchietto dei voti riportati nelle singole materie.

I titoli di studio devono avere valore legale e, se rilasciati da scuola parificata o legalmente riconosciuta, fuori della provincia di Roma, devono essere legalizzati dal competente provveditore agli studi;

*d)* stato di famiglia con l'indicazione della professione dei componenti la famiglia stessa;

*e)* certificato dell'Ufficio distrettuale delle imposte dirette che attesti il reddito imponibile dell'aspirante e degli altri componenti la famiglia;

*f)* certificato di cittadinanza italiana;

*g)* dichiarazione con la quale la famiglia dell'aspirante si obbliga a pagare le spese accessorie;

*h)* dichiarazione del capo-famiglia attestante se tra i componenti della famiglia stessa vi siano beneficiari di posto gratuito in collegio a carico del Ministero della pubblica istruzione per l'anno scolastico 1960-61;

*i)* quegli altri documenti che il concorrente ritenga di produrre nel proprio interesse, ivi compresi quelli relativi ai titoli preferenziali di cui all'art. 3.

I documenti di cui alle lettere *b)*, *d)*, *e)*, *f)* dovranno essere in data non anteriore a tre mesi da quella del presente bando.

I concorrenti che partecipano a più di un concorso dovranno presentare separate istanze per ciascuno di essi, allegando ad una sola domanda di ammissione i documenti prescritti: per le altre dovranno fare riferimento ai medesimi producendone elenco in doppia copia.

Art. 6.

I concorrenti che siano già alunni convittori dei Convitti nazionali, dei Convitti « Silvio Pellico », di Ala, « Dante Alighieri », di Gorizia, sono dispensati dal presentare i documenti di cui alle lettere *a)*, *b)*, *f)* del precedente art. 5, debbono, però, dimostrare la loro qualità di convittori con un certificato rilasciato dal Rettore del Convitto.

Art. 7.

Decade da ogni diritto il vincitore che non accetti il beneficio o la sede destinatagli, o che lasci trascorrere inutilmente il termine fissatogli per la accettazione e per l'effettiva presa di possesso del posto.

Art. 8.

Gli alunni ai quali sarà conferito il posto gratuito di studio, ne godranno sino al termine degli studi secondari, salvo i casi di decadenza, revoca o sospensione.

Roma, addì 25 maggio 1961

p. *Il Ministro*: BADALONI

(3153)

---

### Concorso a posti gratuiti negli Istituti di educazione femminile

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il regio decreto 23 dicembre 1929, n. 2392, concernente il riordinamento degli istituti pubblici di educazione femminile;

Veduto il regio decreto 1° ottobre 1931, n. 1312, che approva le norme modificative, integrative ed interpretative del citato regio decreto n. 2392 del 1929;

Considerato che lo stanziamento sul Cap. 102 del bilancio di previsione della spesa del Ministero della pubblica istruzione per l'esercizio finanziario 1952-53 fu, tra l'altro, aumentato per la istituzione di nuovi posti gratuiti in favore dei profughi giuliani e dalmati;

Decreta:

Art. 1.

E' bandito il concorso per il conferimento di posti gratuiti di studio nei sottoindicati istituti di educazione femminile;

*a*) un posto presso il Collegio « Sant'Agostino », di Piacenza;

*b*) tre posti presso l'Istituto « Beata Vergine Maria », di Vicenza;

*c*) tre posti presso il Conservatorio « Santa Elisabetta », di Barga, riservati, in primo luogo, alle giovanette del comune di Barga, e, quindi, a quelle dei comuni di Coreglia Antelminelli, Bagni di Lucca e degli altri comuni della Garfagnana;

*d*) quattro posti presso il Conservatorio « Divina Provvidenza », di Roma, riservati ad alunne orfane di impiegati dello Stato che abbiano il requisito della romanità;

*e*) tredici posti presso il Convitto « Marcella e Oscar Sinigaglia », di Roma, riservati ad alunne profughe giuliane e dalmate che abbiano conseguito la licenza elementare.

Art. 2.

I posti suddetti saranno conferiti a giovanette di scarsa fortuna e meritevoli per profitto scolastico e condotta, che siano cittadine italiane, che raggiungano l'età non inferiore ai sei e non superiore ai dodici anni al 31 dicembre 1961.

Dal requisito dell'età, indicato nel precedente comma, sono dispensate le concorrenti che siano già alunne convittrici in istituti pubblici di educazione femminile o alunne beneficiarie di posto gratuito a carico di questo Ministero in altri istituti.

Art. 3.

Nell'assegnazione dei posti gratuiti sarà data la preferenza, a parità di merito, alle orfane dei militari e civili morti in guerra o a causa della guerra, alle figlie dei mutilati ed invalidi di guerra e alle figlie dei decorati al valore. Sarà, altresì, osservata, nei casi di parità di merito, ogni altra disposizione in vigore in materia di preferenze.

Le orfane di guerra dovranno produrre il certificato attestante tale qualifica, rilasciato dal competente Comitato provinciale per gli orfani di guerra.

Gli altri titoli di preferenza dovranno essere dimostrati a mezzo di certificati rilasciati dai competenti organi.

Art. 4.

I concorsi sono per titoli e saranno giudicati da apposite Commissioni ministeriali.

Art. 5.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta semplice, e corredate di tutti i documenti elencati nel presente articolo, dovranno pervenire al Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale istruzione classica, divisione 5ª) entro il 20 luglio 1961.

La data di presentazione della domanda sarà accertata dal bollo di arrivo dell'ufficio postale del Ministero.

La mancanza anche di uno solo dei documenti prescritti importa la esclusione dal concorso.

Alla domanda dovranno essere allegati i seguenti documenti esenti da tassa di bollo, a norma del regio decreto 30 giugno 1923, n. 3268:

*a*) certificato di nascita;

*b*) certificato di sana costituzione fisica, rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale ovvero dall'ufficiale sanitario o dal medico condotto;

*c*) pagella dell'anno scolastico 1960-61 o certificato degli studi compiuti nello stesso anno, con lo specchietto dei voti riportati nelle singole materie.

I titoli di studio devono avere valore legale e, se rilasciati da scuola parificata o legalmente riconosciuta, fuori della provincia di Roma, devono essere legalizzati dal competente provveditore agli studi;

*d*) stato di famiglia con l'indicazione della professione dei componenti la famiglia stessa;

*e*) certificato dell'ufficio distrettuale delle imposte dirette che attesti il reddito imponibile dell'aspirante e degli altri componenti la famiglia. Detto certificato, per le partecipanti al concorso a tredici posti riservati ad alunne minori profughe giuliane e dalmate, può essere sostituito da un certificato di povertà rilasciato dal sindaco del Comune o dal direttore del campo profughi ove la famiglia risiede;

*f*) certificato di cittadinanza italiana;

*g*) dichiarazione con la quale la famiglia dell'aspirante si obbliga a pagare le spese accessorie. Tale documento non è richiesto per le concorrenti ai posti gratuiti di cui alla lettera *e*) dell'art. 1;

*h*) dichiarazione del capo-famiglia attestante se tra i componenti della famiglia stessa vi siano beneficiari di posto gratuito in collegio a carico del Ministero della pubblica istruzione per l'anno scolastico 1960-61;

*i*) quegli altri documenti che la concorrente ritenga di produrre nel proprio interesse, ivi compresi quelli relativi ai titoli preferenziali di cui all'art. 3.

I documenti di cui alle lettere *b*), *d*), *e*), *f*), dovranno essere in data non anteriore a tre mesi da quella del presente bando.

Art. 6.

Le concorrenti che siano alunne convittrici in istituti pubblici di educazione o beneficiarie di posto gratuito a carico di questo Ministero anche in altri istituti, sono dispensate dal presentare i documenti di cui alle lettere *a*), *b*), *f*), del precedente art. 5; debbono, però, dimostrare la loro qualità di convittrici con un certificato rilasciato dalla direttrice dell'Istituto.

Art. 7.

Decade da ogni diritto la vincitrice che non accetti il beneficio o la sede destinatale o che lasci trascorrere inutilmente il termine fissato per l'accettazione o per l'effettiva presa di possesso del posto.

Art. 8.

Le alunne, alle quali sarà conferito il posto gratuito di studio, ne godranno, sino al termine degli studi secondari, salvo i casi di decadenza, revoca o sospensione.

Roma, addì 25 maggio 1961

p. *Il Ministro*: BADALONI

(3154)

---

**Concorso per titoli per il conferimento di cento posti gratuiti di studio nei Convitti nazionali ed in altri Istituti di educazione riservato a particolari categorie di alunni delle scuole secondarie.**

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 425;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 28 settembre 1945, n. 646;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 14 febbraio 1947, n. 27, art. 8;

Visto il decreto legislativo 20 novembre 1951, n. 1184 e successive norme integrative ed estensive;

Vista la legge 15 luglio 1958, n. 539;

Decreta:

Art. 1.

E' bandito un concorso nazionale per titoli per il conferimento di cento posti gratuiti di studio nei Convitti nazionali e in altri istituti di educazione.

Art. 2.

I posti di cui sopra saranno conferiti ad alunni maschi e femmine di scarsa fortuna, meritevoli per profitto scolastico e per condotta e che abbiano conseguito la promozione alla classe superiore nella sessione estiva dell'anno scolastico 1960-1961.

Art. 3.

Al concorso possono partecipare gli alunni appartenenti ad una delle categorie assistibili sotto indicate, purchè non abbiano superato il 16° anno di età alla data del 1° ottobre 1961:

*a*) orfani di guerra, o per causa di guerra, o per la lotta di liberazione;

*b*) figli di dispersi in conseguenza di eventi bellici;

*c*) figli di grandi invalidi e di grandi mutilati di guerra, forniti di pensione di 1ª categoria e dell'assegno di superinvalidità, purchè concepiti prima del fatto che ha prodotto la inabilità del genitore;

d) orfani di caduti per servizio prestato alle dipendenze dello Stato o degli enti locali;
e) figli di rimpatriati dall'estero o dall'Africa ex italiana, o profughi dalla Venezia Giulia, dalla Dalmazia ex italiana, o da Briga o da Tenda;
f) studenti minorati di guerra;
g) sinistrati che abbiano subito notevoli danni a causa della guerra o di alluvioni.

Art. 4.

L'appartenenza alle categorie sopra citate dovrà essere comprovata:
a) per gli orfani di guerra o per causa di guerra o per la lotta di liberazione, con una dichiarazione rilasciata dal Comitato provinciale per gli orfani di guerra, dalla quale risulti che il concorrente è orfano di guerra o per causa di guerra o per la lotta di liberazione;
b) per i figli di dispersi per effetto di eventi bellici, mediante attestato rilasciato dal competente ufficio comunale;
c) per i figli di grandi invalidi o di grandi mutilati di guerra, mediante certificato rilasciato dalla sezione provinciale dell'Associazione nazionale per mutilati ed invalidi di guerra;
d) per gli orfani di caduti per servizio prestato alle dipendenze dello Stato o degli enti locali, mediante attestato rilasciato dalla sezione provinciale dell'Associazione nazionale mutilati per servizio;
e) per i figli di rimpatriati dall'estero, dall'Africa ex italiana, da Briga o da Tenda, mediante attestato rilasciato dalla competente Prefettura;
f) per i profughi dalla Venezia Giulia e dalla Dalmazia ex italiana, mediante attestato rilasciato dal Comitato provinciale dell'Associazione nazionale Venezia Giulia e Dalmazia;
g) per studenti minorati di guerra, mediante certificato rilasciato dalla sezione provinciale dell'Associazione nazionale vittime civili di guerra;
h) per i sinistrati, mediante certificato rilasciato dalla competente Intendenza di finanza, se trattasi di danni a beni mobili, dal competente ufficio provinciale del Genio civile, se trattasi di danni a beni immobili.
In detto certificato dovrà essere indicata l'entità del danno subito, l'avvenuto accertamento e la misura dell'eventuale risarcimento.

Art. 5.

Il concorso è per titoli e sarà giudicato da apposita Commissione ministeriale.

Art. 6.

Le domande di ammissione al concorso, redatte in carta semplice, e corredate di tutti i documenti elencati nel presente articolo, dovranno pervenire al Ministero della pubblica istruzione (Direzione generale istruzione classica, divisione 5ª) entro il 20 luglio 1961.
La data di presentazione della domanda sarà accertata dal bollo di arrivo dell'ufficio postale del Ministero.
Alla domanda dovranno essere allegati i seguenti documenti, esenti da tassa di bollo, a norma del regio decreto 30 giugno 1923, n. 3268:
a) certificato di nascita;
b) certificato di sana costituzione fisica, rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale ovvero dall'ufficiale sanitario o dal medico condotto;
c) pagella dell'anno scolastico 1960-61 o certificato degli studi compiuti nello stesso anno, con lo specchietto dei voti riportati nelle singole materie.
I titoli di studio devono avere valore legale e, se rilasciati da scuola parificata o legalmente riconosciuta, fuori della provincia di Roma, devono essere legalizzati dal competente provveditore agli studi;
d) stato di famiglia;
e) certificato dell'ufficio distrettuale delle imposte dirette che attesti il reddito imponibile dell'aspirante e degli altri componenti la famiglia stessa.
Detto certificato per i profughi può essere sostituito da un certificato di povertà rilasciato dal sindaco del Comune o dal direttore del campo profughi ove la famiglia risiede;
f) certificato di cittadinanza italiana;
g) dichiarazione con la quale la famiglia dell'aspirante si obbliga a pagare le spese accessorie;
h) dichiarazione del capo-famiglia attestante se tra i componenti della famiglia stessa vi siano membri che abbiano fruito di posto gratuito in collegio o di borsa di studio da parte del Ministero della pubblica istruzione per l'anno scolastico 1960-61;
i) quegli altri documenti che il concorrente ritenga di produrre nel proprio interesse.
I documenti di cui alle lettere b), d), e), f), dovranno essere in data non anteriore a tre mesi da quella del presente bando.

Art. 7.

Decade da ogni diritto il vincitore che non accetti il beneficio o la sede destinatagli o che lasci trascorrere inutilmente il termine fissatogli per l'accettazione o per l'effettiva presa di possesso del posto.

Art. 8.

Le spese di viaggio per raggiungere il collegio sono a carico del concorrente.

Roma, addì 25 maggio 1961

p. *Il Ministro*: BADALONI

(3155)

---

# UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI BERGAMO

## Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Bergamo

IL MEDICO PROVINCIALE CAPO

Visto il precedente decreto n. 1644 del 2 aprile 1960, con il quale veniva bandito il pubblico concorso per il conferimento di sette posti di medico condotto vacanti nella provincia di Bergamo al 30 novembre 1959;
Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso e la graduatoria di merito da essa formulata;
Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265 e gli articoli 23 e 55 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;
Considerato che il concorso predetto si è svolto nei modi prescritti dalle vigenti norme di legge;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei concorrenti risultati idonei al concorso di cui alle premesse:

1. Nizzoli Adriano . . . . punti 56,97 su 100
2. Sighinolfi Luigi . . . . » 55,48 »
3. Micconi Virginio . . . . » 54,51 »
4. Zilioli Luigi . . . . . » 54,39 »
5. Venturi Valentino . . . . » 54,13 »
6. Morandini Gino . . . . » 52,93 »
7. Formenti Franco . . . . » 52,30 »
8. Cella Sergio . . . . . » 52,11 »
9. Merelli Mario . . . . » 51,87 »
10. Monti Luigi . . . . . » 51,78 »
11. Rossi Aurelio . . . . . » 51,77 »
12. Carrara Domenico . . . . » 51,66 »
13. Paleari Giuseppe . . . . » 51,41 »
14. Orlandi Loredano, coniugato . » 51,08 »
15. Giovanelli Aldo . . . . » 51,08 »
16. Pata Pasquale . . . . » 50,85 »
17. Faconti Alessandro . . . » 50,71 »
18. Pasini Vinicio . . . . » 50,43 »
19. Briola Santo . . . . . » 50,29 »
20. Vestri Aldo . . . . . » 50,27 »
21. Leardi Luciano . . . . . » 49,94 »
22. Ventriglia Giuseppe . . . » 49,73 »
23. Fumagalli Franco . . . . . » 49,66 »
24. Tagliabue Arnaldo . . . . » 49,36 »
25. Persiani Cesare . . . . » 49,23 »
26. Gotti Achille . . . . . » 49,19 »
27. Cugini Carlo . . . . . . » 49,09 »
28. Pezzolla Bortolo Giuliano . . » 48,72 »
29. Avanzini Zonio . . . . . » 48,27 »
30. Milanesi Italo . . . . . . » 48,09 »
31. Morico Gustavo . . . . . . » 47,90 »

| | | |
|---|---|---|
| 32. Bellicini Giacomo | punti | 47,59 su 100 |
| 33. Faini Andrea | » | 47,58 » |
| 34. Ranzanici Gian Aurelio | » | 46,32 » |
| 35. Giorgio Luciano | » | 46,17 » |
| 36. Mazza Pier Angelo | » | 46,09 » |
| 37. Biffi Domenico | » | 45,91 » |
| 38. Bo Vittorio | » | 45,82 » |
| 39. Berruti Alvaro | » | 45,13 » |
| 40. Vallese Pietro | » | 44,88 » |
| 41. Gigola Giovanni Mario | » | 44,75 » |
| 42. Galdi Gian Carlo | » | 44,42 » |
| 43. Menta Guglielmo | » | 44,27 » |
| 44. Cortese Carmelo | » | 44,02 » |
| 45. Peretti Luciano | » | 43,77 » |
| 46. Battaglia Domenico | » | 43,36 » |
| 47. Duvina Pier Luigi | » | 43,00 » |
| 48. Idoni Gualtiero | » | 42,74 » |
| 49. Furlani Daniele | » | 42,60 » |
| 50. Chiappano Silvio | » | 42,54 » |
| 51. Tampellini Carlo | » | 40,97 » |
| 52. Colaiacovo Antonio | » | 40,89 » |
| 53. De Franco Cosimo | » | 40,87 » |
| 54. Contini Cleto | » | 40,66 » |
| 55. Bianchi Giovanni | » | 40,31 » |
| 56. Bertolini Italo | » | 39,21 » |
| 57. Bazzani Giovanni | » | 37,08 » |
| 58. Luccisano Nicola | » | 35,64 » |
| 59. Rocca Mario | » | 35,00 » |

Il presente decreto verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia e, pubblicato per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dello Ufficio del medico provinciale e dei Comuni interessati.

Bergamo, addì 8 maggio 1961

*Il medico provinciale capo:* AGRIFOGLIO

IL MEDICO PROVINCIALE CAPO

Visto il proprio decreto di pari data, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito dei candidati risultati idonei al concorso per il conferimento di sette posti di medico condotto vacanti nella provincia di Bergamo al 30 novembre 1959;

Viste le domande dei candidati e la indicazione, in ordine di preferenza delle sedi alle quali aspirano;

Visti gli articoli n. 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1625 e gli articoli 23 e 55 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

I seguenti candidati, compresi nella graduatoria di merito di cui alle premesse sono dichiarati vincitori della condotta medica a fianco di ciascuno di essi indicata :

1) Nizzoli Adriano: Consorzio Bonate Sopra-Terno d'Isola-Presezzo;
2) Sighinolfi Luigi: Grumello del Monte;
3) Micconi Virginio: Tavernola Bergamasca;
4) Zilioli Luigi: Pumenengo;
5) Venturi Valentino: Consorzio Adrara San Martino-Adrara San Rocco-Viadanica;
6) Morandini Gino: Castione della Presolana;
7) Formenti Franco: Consorzio Costa Valle Imagna-Valsecca.

Il presente decreto verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia e, pubblicato per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'Ufficio del medico provinciale e dei Comuni interessati.

Bergamo, addì 8 maggio 1961

*Il medico provinciale capo:* AGRIFOGLIO

(3017)

## UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI ALESSANDRIA

**Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Alessandria.**

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 802 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 108 del 3 maggio 1961, con il quale è stata approvata la graduatoria delle candidate risultate idonee al concorso per condotte ostetriche vacanti al 30 novembre 1958;

Visto il proprio decreto n. 803 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 108 del 3 maggio 1961, con il quale sono state dichiarate le vincitrici delle condotte di cui sopra;

Considerato che la vincitrice della condotta ostetrica Stazzano-Sardigliano (Consorzio) ha rinunziato alla condotta ad essa assegnata;

Ritenuto che deve procedersi alla assegnazione della sede stessa alle candidate che seguono in graduatoria, tenendo conto dell'ordine preferenziale indicato dalle candidate nelle domande di ammissione al concorso;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La seguente candidata è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica a fianco indicata:

Ferraris Fernanda: Stazzano-Sardigliano (Consorzio).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali della Provincia, nel Bollettino atti ufficiali della Prefettura e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'ufficio del medico provinciale e dei Comuni interessati.

Alessandria, addì 18 maggio 1961

*Il medico provinciale:* SIRCANA

(3064)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.